

Conférence internationale Radon & Société : de la connaissance à l'action Paris 11 et 12 avril 2013

Quelles leçons pour l'expert public IRSN ?

Cela fait de nombreuses années que les scientifiques ont identifié le facteur de risque pour la santé que constitue l'exposition au radon notamment dans l'habitat et qu'ils s'efforcent de sensibiliser le public comme les autorités. Mais malgré une mobilisation croissante de ces dernières les actions concrètes restent limitées.

Comment passer de la connaissance à l'action ? C'était le thème central de la conférence internationale – co-organisée avec l'autorité de radioprotection norvégienne NRPA - qui a permis aux 150 participants, acteurs locaux, experts et autorités, de partager leurs expériences concrètes en matière de prévention du risque radon. Les échanges ont été nourris et ils ont montré des situations contrastées selon les contextes nationaux.

Au-delà de ces différences d'approches, l'IRSN retient de cette rencontre, au demeurant très riche, quatre points forts largement partagés :

- **il y a des freins réels à la prise en charge du risque radon dans l'habitat ;**
- **parmi les voies d'action, la voie réglementaire prescriptive n'apparaît pas – à tout le moins en France – la plus adaptée, en raison du manque d'adhésion et d'un paysage réglementaire et normatif déjà très complexe ;**
- **il est possible d'agir sans avoir recours à une réglementation contraignante en sensibilisant le public, en suscitant l'émergence d'une expertise locale sur ce sujet et en mobilisant les acteurs locaux**
- **des facteurs favorables peuvent être réunis pour faciliter l'action sur le terrain ;**

Premier **frein**, le risque radon est certes avéré mais c'est un risque sanitaire parmi de nombreux autres. Seconde difficulté, le logement relève de la sphère privée, du domaine de « l'intime » : les habitants peuvent vis-à-vis du radon nourrir des craintes telles qu'ils préféreront ne pas connaître le niveau réel de risque encouru dans leur maison. Ils peuvent également s'inquiéter du coût de la remédiation ou de la perte de valeur de leur patrimoine. Troisième difficulté, les modalités de mesure pour caractériser le risque d'exposition dans une habitation prennent beaucoup de temps (plusieurs jours / semaines) et ne se pratiquent pas toute l'année. Enfin, les professionnels du bâtiment informés de ce risque et formés aux techniques de remédiation restent à ce jour peu nombreux, et leur implication est freinée par le fait qu'ils agissent sur un marché limité.

Manque d'adhésion citoyenne et paysage réglementaire complexe rendent en France la voie réglementaire prescriptive peu adaptée : l'habitat est déjà soumis à de multiples normes et réglementations. De nombreux citoyens expriment leur scepticisme à l'idée d'une réglementation prescriptive supplémentaire, Et en effet, imposer des mesures - et lesquelles ? - ne garantirait en rien que des travaux de remédiation soient entrepris. Par ailleurs, cela nécessiterait une intégration minutieuse avec d'autres politiques publiques comme celle visant à réduire la consommation énergétique des logements.

L'action est néanmoins possible sans recourir à la contrainte, les nombreuses réussites présentées au cours des deux jours en attestent. En premier lieu, il est possible de sensibiliser la population. Les pratiques dépendent du contexte local mais pour être efficaces il faut consacrer du temps à la mise en œuvre de ces campagnes de prévention ; la durée et la persévérance sont les conditions de la réussite. Il faut avancer pas à pas, créer un effet d'entraînement par des actions concrètes, même limitées au départ, pour en étendre le champ progressivement. C'est de telles actions qui permettent l'émergence d'acteurs locaux compétents et leur mobilisation. L'implication des acteurs de proximité comme les associations est essentielle dans ce domaine ; elle confère une meilleure crédibilité à l'action et permet une démultiplication des moyens humains et des publics touchés. L'exemple de l'association pulmonaire du Québec qui est parvenue à mobiliser un réseau de pneumologues en témoigne.

Le chemin à parcourir est long de la sensibilisation à la mesure effective ; il l'est plus encore de la mesure à la remédiation. Mais quels sont **les facteurs favorables pour faciliter l'action sur le terrain** ? Le premier, c'est l'engagement des collectivités territoriales, qui contribuent à la sensibilisation des populations, participent parfois aux mesures et peuvent aussi prendre part aux diagnostics effectués sur les bâtiments, ainsi qu'à la mise en contact avec les professionnels. Proposer des approches intégrées est également un facteur de succès des actions engagées. Intégrées dans une approche globale de la qualité de vie (air intérieur avec les COV, radon, isolations phonique et thermique), elles rendent plus cohérentes et plus efficaces les actions d'amélioration qui en découleront. A Montbéliard comme à Nantes, inclure la prévention du risque radon dans un plan de rénovation de l'habitat contribue à son succès. Intégrées également depuis la sensibilisation jusqu'à la mesure et la remédiation, ces approches sont sécurisantes, tant pour les habitants que pour les propriétaires qui sentent alors qu'au-delà de la mesure, la collectivité sera prête à les accompagner en cas de survenue d'un diagnostic sévère, prête à les aider. Les professionnels du bâtiment ont aussi un rôle crucial à jouer : il faut « démocratiser l'atténuation » comme une participante l'a souligné. Les expériences suisse et bavaroise ont montré qu'il était possible de former les professionnels et de les accompagner dans la durée, quitte à ce que la collectivité prenne en charge cette formation.

Quelles leçons l'expert du risque radiologique qu'est l'IRSN peut-il tirer de ces échanges pour son action au service de la prévention du risque radon dans l'habitat ?

Tout d'abord, les approches vraiment efficaces sont **les approches multipartenaires et multisectorielles**, comme la représentante de l'OMS l'a souligné dès le début de la conférence. C'est en sortant du monde de la radioprotection et en contribuant à de telles approches que les experts du risque radiologique que nous sommes pourront être réellement efficaces. Il faut saisir toutes les opportunités qui s'offrent pour développer le dialogue avec les acteurs de la rénovation de l'habitat, en particulier sa dimension qualité de l'air intérieur, et de l'efficacité énergétique. De plus, les **approches intégrées** de la sensibilisation jusqu'à la remédiation facilitent le lancement d'actions concrètes dans les territoires.

C'est la volonté de l'Institut d'accompagner de telles actions ; c'est sa volonté de se mobiliser pour aider à la mobilisation des acteurs locaux dans leur diversité, les accompagner dans l'émergence de compétences locales, mettre ses connaissances et son expertise au service de tous les acteurs de proximité. Il est déjà engagé dans de telles actions par exemple en Franche-Comté. Un des enjeux de l'engagement de l'IRSN dans de ces actions de terrain est également l'identification et le partage sur tout le territoire national des bonnes pratiques qui facilitent la mise en œuvre de campagnes de prévention efficaces. Enfin cette conférence montre tout l'intérêt de favoriser ce partage au niveau international. L'Institut est déterminé à y contribuer, notamment avec son partenaire NRPA.